



PLAN BLEU COLLECTION SPÉCIALE #1 SUBVENTIONS NÉFASTES POUR L'ENVIRONNEMENT



Crédit : Freepik

Participation des femmes au marché du travail et subventions énergétiques en Méditerranée



Subventions néfastes et Méditerranée : équilibrer durabilité environnementale, économie et équité

Aborder les subventions préjudiciables à l'environnement est d'une importance vitale, car non seulement elles contribuent à la dégradation écologique et au changement climatique, mais elles sont également coûteuses et entravent la transition vers un développement durable en Méditerranée. Le programme de travail du Plan Bleu vise à analyser les subventions néfastes, à fournir des recommandations politiques fondées sur des preuves et à sensibiliser les décideurs politiques et les parties prenantes. Huit "Policy Papers" sont appuyés par le Plan Bleu pour une publication en 2024, chaque document est présenté succinctement dans cette série de 2 pages.

Points clés à retenir

1. Le Plan Bleu étudie les liens entre les politiques énergétiques et l'emploi des femmes en Méditerranée.
2. Les résultats empiriques confirment les liens négatifs entre les subventions aux hydrocarbures et la participation des femmes au marché du travail dans la région. Les subventions pour le pétrole, le gaz naturel et l'électricité présentent des associations négatives avec l'emploi des femmes, reflétant la dynamique du secteur et les considérations de genre.
3. Les résultats d'une enquête menée en Grèce indiquent la nécessité de politiques axées sur le genre et équilibrées pour l'intégration des objectifs et des priorités locales dans les politiques nationales plus larges de développement du secteur de l'énergie. Bien que 80 % des personnes interrogées expriment leur confiance dans les compétences des candidates femmes, seulement 29% y voient une forte positivité dans les liens entre les investissements industriels et les opportunités d'emploi pour les femmes.
4. Les principales recommandations politiques qui en résultent comprennent la résolution des lacunes en matière d'information, des pénuries de compétences, le réinvestissement des économies dans la protection sociale et l'introduction de mécanismes de suivi de la participation des femmes au marché du travail.

Démêler les disparités hommes-femmes et les subventions énergétiques dans le secteur méditerranéen de l'énergie

Le Plan Bleu comble une lacune notable dans la compréhension actuelle de la dynamique de genre au sein du secteur méditerranéen de l'énergie. La représentation des femmes dans ce domaine reste faible, leur taux d'emploi dans le secteur restant inférieur à 20 %, ce qui est significativement inférieur à la moyenne générale de l'économie. Le Plan Bleu attire l'attention sur l'exacerbation de cet écart d'emploi dans les postes de direction et sur la baisse des revenus qui en découle pour les femmes. En outre, il est nécessaire de discuter de la pratique répandue des subventions énergétiques, en particulier dans le secteur pétrolier et gazier, en Méditerranée, malgré les préoccupations et les réformes environnementales en cours. Ces subventions, outre leurs effets environnementaux négatifs, affectent de manière disproportionnée les femmes en raison de la dynamique structurelle du secteur de l'énergie, entravant potentiellement l'engagement des femmes dans ce domaine. Le passage aux sources d'énergie renouvelables est une opportunité de résoudre les problèmes d'équité entre hommes et femmes. Toutefois, des inquiétudes existent quant aux écarts professionnels existants dans le secteur des énergies renouvelables qui pourraient entraver l'accès des femmes à ces opportunités. Il y a notamment un manque de recherches quantitatives explorant spécifiquement les liens entre politiques énergétiques et emploi des femmes en Méditerranée. Une analyse spécifique à la région est nécessaire pour définir les obstacles à l'inclusion des femmes dans le secteur énergétique méditerranéen, essentielle pour développer une stratégie globale de transition énergétique.

Méthodologie

Pour combler cette lacune, un Policy Paper du Plan Bleu utilise une approche méthodologique mixte, intégrant une revue systématique de la littérature, une évaluation empirique au moyen d'une analyse économétrique et de récents ensembles de données, et une analyse d'enquête axée sur la Grèce comme étude de cas. La Grèce, qui se situe au milieu de la répartition des revenus dans la région, sert d'exemple illustratif pour débloquent le potentiel local dans le secteur de l'énergie.

Le déséquilibre des sexes sur le marché du travail décrit la situation économique de la plupart des pays méditerranéens. Ce Policy Paper résume les implications politiques résultant : i) d'une enquête empirique sur les liens entre participation des femmes au marché du travail et les politiques énergétiques en utilisant des données entre 2010-2021 provenant de 18 pays méditerranéens, ii) d'une revue de la littérature et iii) d'une analyse des résultats d'enquête du secteur de l'énergie en Grèce. Les résultats sur le rôle des subventions aux hydrocarbures suggèrent que la transition énergétique dans la région devrait s'accompagner de politiques adaptées et inclusives en matière de genre. Il est nécessaire pour les décideurs politiques d'appliquer une dimension sensible au genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques.
Stella Tsani, Auteur

Résultats : Évaluation de l'impact des subventions sur l'emploi des femmes dans les économies méditerranéennes et aperçus qualitatifs de la Grèce

La revue de la littérature révèle que si les effets néfastes des subventions énergétiques sur l'environnement sont confirmés de manière cohérente, leur impact sur le développement économique reste débattu. Dans la région, les travaux empiriques indiquent des impacts négatifs à court terme sur l'emploi après la suppression des subventions, ce qui contraste avec les effets potentiellement positifs à long terme, en particulier dans les pays où les subventions énergétiques initiales sont élevées. Diverses études de cas, notamment celles menées en Turquie et en Jordanie, manquent de preuves directes de la relation entre subventions et emploi des femmes.

Utilisant les données de 18 pays entre 2010 et 2021, les résultats empiriques révèlent une relation négative notable entre les subventions aux combustibles fossiles et le taux d'emploi des femmes en Méditerranée. Plus précisément, les subventions pétrolières ont un effet négatif sur l'emploi des femmes, probablement influencé par le caractère à forte intensité de capital et à prédominance masculine du secteur pétrolier. De même, les subventions au gaz naturel et à l'électricité présentent des associations négatives avec l'emploi des femmes, reflétant la dynamique du secteur et les considérations de genre. Les résultats de l'enquête fournissent un aperçu complet de la dynamique de genre au sein du secteur énergétique grec, mettant en lumière à la fois les aspects positifs et les défis persistants. La nature dominée par les hommes de l'industrie est évidente, avec 72,5% d'hommes interrogés contre 27,5% de femmes. Lors de l'évaluation des liens entre les investissements industriels et les opportunités d'emploi pour les femmes, seulement 29% des personnes interrogées expriment une forte positivité.

Cependant, 80% des participants expriment leur confiance dans les aptitudes et les compétences des candidates, soulignant que les femmes sont bien armées pour exceller dans le secteur. L'enquête indique que les femmes sont perçues comme étant bien représentées dans les postes de direction, avec 66% des personnes interrogées reconnaissant leur présence. Malgré des perceptions positives concernant les compétences des femmes, l'enquête identifie une disparité significative entre hommes et femmes dans le secteur. Il est essentiel de s'attaquer aux obstacles et aux préjugés systémiques pour favoriser un secteur plus inclusif.

Autonomisation des femmes dans le secteur de l'énergie: Recommandations pour la réévaluation des subventions et la promotion de l'inclusion

Les résultats du Plan Bleu soulignent un effet significatif et néfaste de ces subventions sur le taux d'emploi des femmes, soulignant la nécessité de réévaluer les politiques de subventions énergétiques dans la région.

1. Les décideurs politiques sont invités à éliminer les subventions inefficaces tout en veillant à ce que les réformes ne freinent pas l'inclusion des femmes dans la main-d'œuvre du secteur énergétique. Des approches inclusives en matière de genre, notamment des quotas spécifiques et la suppression des obstacles discriminatoires, devraient être intégrées dans les politiques nationales.

2. Le passage à des sources d'énergie plus propres est préconisé, non seulement pour ses avantages environnementaux, mais également pour favoriser la participation des femmes au marché du travail. Aussi, il est essentiel de garantir que les femmes disposent de compétences et de connaissances nécessaires pour réussir sur le marché du travail des énergies (renouvelables) en soutenant la création de programmes de formation aux compétences (vertes) spécialement conçus pour elles. La création de programmes de formation ciblés peut inclure des collaborations avec des établissements universitaires et la communauté industrielle régionale.

3. Une autre recommandation consiste à réinvestir les économies réalisées grâce à la suppression des subventions aux combustibles fossiles dans la protection sociale. Cela pourrait notamment inclure l'orientation des fonds vers des allocations familiales pour les femmes ou la prolongation des congés de maternité et la fourniture de services de garde d'enfants plus abordables.

4. En outre, l'introduction de mécanismes qui permettent le suivi de la participation de la main-d'œuvre féminine dans le secteur de l'énergie et un engagement actif des établissements d'enseignement dans la préparation d'une main-d'œuvre diversifiée sont suggérés.

Ce document complet sera publié en 2024 sur planbleu.org/publications. Ce document de deux pages est basé sur les conclusions d'un prochain policy paper du Plan Bleu intitulé «Female labour inclusion and energy policies in the Mediterranean countries: Evidence from a mixed methodology approach », par Stella Tsani, Chrysoula Chitou, Karine Moukaddem et Valentina Dedi.